

Luxembourg, le 17 décembre 2009

**Lettre ouverte à l'attention de Monsieur Carlo Thelen,
Chief Economist de la Chambre de Commerce**

**La Chambre de Commerce et le 13^e mois :
charité bien ordonnée commence par soi-même !**

Monsieur le Chief Economist,

Pour la nième fois, vous avez donc jugé utile de rappeler à la nation entière le besoin ô combien nécessaire pour le salut de l'État-Providence d'abroger ou du moins de limiter l'impact budgétaire de l'allocation de fin d'année dont bénéficient les serviteurs de ce même État.

Pour la nième fois, vous nous avez donc ressassé votre sempiternelle rengaine sur le 13^e mois des fonctionnaires.

Pour la nième fois, vous avez daigné nous faire votre numéro d'orgue de barbarie avec vos inimitables accents messianiques, vous qui, de concert avec vos donateurs d'ordre – dont personne n'ignore qu'ils portent comme noms Wurth et Gramigna –, nous chantez la rédemption grâce à vos envolées lyriques sur l'équilibre du Budget de l'État.

Or, ce que vous passez savamment sous silence, c'est que vous bénéficiez vous aussi d'un 13^e mois.

Pourquoi, dès lors, ne pas commencer par vous en amputer vous-même et votre hiérarchie bien-pensante ? Pourquoi ne pas revendiquer une contribution moindre du même État-Providence à titre d'affectations budgétaires à la Chambre de Commerce ? N'oublions pas le palais somptueux que vous entretenez au Kirchberg, financé également par les contributions massives fixées par la loi à l'adresse des banques ainsi que du commerce luxembourgeois.

C'est ainsi qu'un banquier, fiscaliste plus précisément, nous a confié que sa banque – qui ne fait pas partie des grandes banques de la Place ! – payait, rien qu'à elle seule, plus de 140 000 € par an à titre de contribution à la Chambre de Commerce.

C'est avec cet argent-là qu'est également financé votre 13^e mois, tout comme celui de vos supérieurs. D'ailleurs, si, pour remettre d'aplomb le secteur bancaire en crise, vos remèdes passent par le 13^e mois des fonctionnaires ou les traitements de début de carrière, cela ne témoigne pas vraiment d'une réelle vision économique !

D'autre part, vous vous en prenez régulièrement au temps de travail des professeurs. Dans son avis sur le Budget de l'année 2006 (p. 149), la Chambre de Commerce avait estimé qu'une augmentation même minime du volume horaire des enseignants aurait un impact important sur le budget de l'Éducation nationale.

Et de récidiver un an plus tard, alors que les enseignants du secondaire, face à la pénurie en personnel enseignant, venaient tout juste d'accorder leur obole, et ce à travers la redéfinition de leur tâche : comme si les sacrifices d'autrui ne vous suffisaient jamais, vous vous en prenez déjà à notre 13^e mois (Avis sur le Budget de l'année 2007, p. 137).

kritesch & onofhängeg

Sachez qu'à l'époque, cette obole, ce sacrifice étaient même reconnus par Monsieur Juncker dans sa Déclaration sur l'état de la nation en 2007 : « *Ech wëll hei ausdrécklech [...] d'Enseignantsgewerkschafte fir d'Qualitéit vun deem Accord [...] luewen. Dee Merci gëllt besonnesch den Enseignanten.* »

D'ailleurs, vous savez bien mieux que nous que ce n'est pas au niveau de la carrière supérieure du secteur public que se situent les vrais écarts au détriment du secteur privé, bien au contraire !

Pourtant, n'est-ce pas cette même Fonction publique, et plus particulièrement l'Éducation nationale, que vous aviez vous-même tant convoitée au milieu des années 90 ? Est-ce que vous auriez préconisé les mêmes mesures budgétaires si vous étiez des nôtres ?

Dans un récent article au *Tageblatt* (9.9.09 p. 42), vous nous livrez d'ailleurs vos édifiantes visions pédagogiques en vous demandant notamment pourquoi un élève d'origine allemande aurait besoin de connaître la poésie française. Votre utilitarisme effréné aboutit à la conclusion que les représentants de l'économie devraient décider des programmes scolaires pour assurer que les écoles n'enseignent que ce dont l'économie a besoin ! Quelle méconnaissance, quel déni de la culture générale, quel hymne à l'employabilité immédiate d'élèves ravalés au rang de gibier économique, et ce au détriment de l'épanouissement de la personnalité des jeunes !

Comme à votre habitude, vous vous en prenez, dans cet article, aux congés des enseignants pour en arriver à leur faible participation aux *Business Weeks* organisées par la Chambre de Commerce.

Pour y avoir personnellement assisté, nous ne pouvons que regretter vos dérapages verbaux de l'époque et nous ne pouvons que remercier Monsieur Jean Junck, responsable de la Formation continue au sein de la Chambre de Commerce, pour son engagement et son respect des enseignants lors de ces *Business Weeks*.

Enfin, n'oublions pas que les économies engendrées par une limitation du 13^e mois risquent d'écorner sérieusement la compétitivité du commerce local, dont vous devriez tout de même assurer la défense et auquel vous devez des comptes, ne serait-ce que pour justifier les sommes faramineuses que des commerçants bien moins lotis que vous sont tenus de dépenser pour assurer le fonctionnement de la Chambre de Commerce et votre propre salaire.

Et puisque vous nous parlez tant du salaire des autres et de rapprochement entre les secteurs public et privé, ne serait-il pas opportun que vous dévoiliez le vôtre, à l'instar de ce qui se fait couramment dans la Fonction publique où les salaires sont publics et transparents ? Qu'on sache enfin combien vous avez empoché à titre de bonus, de gratifications, de 13^e (voire de 14^e mois ?), et ce surtout durant les années grasses qui ont précédé la crise actuelle ? Et combien vous allez empocher à titre de pension complémentaire ?

Combien de fonctionnaires dégoûtés par les tris croisés de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers ne seront pas tentés de déboursier leur 13^e mois à Trèves ou à Metz ? Combien de rentrées fiscales ne vont pas dès lors manquer dans les caisses de l'État ? À la veille de la prochaine réunion tripartite, vos compétences en matière de prospection économique donnent le frisson autant qu'elles en empoisonneront le climat.

Veillez agréer, Monsieur le Chief Economist, nos meilleures salutations.

Daniel REDING, Président de l'APESS
Michel BOCK, Vice-Président
Simone LEHNERT, Secrétaire
Pascal ZEIHEN, Trésorier